ASSEMBLÉE NATIONALE

9 juillet 2022

MESURES D'URGENCE POUR LA PROTECTION DU POUVOIR D'ACHAT - (N° 19)

Tombé

AMENDEMENT

N ° CE97

présenté par

M. Naillet, M. Leseul, Mme Battistel, M. Hajjar, M. Potier, Mme Pires Beaune, M. Bouloux et les membres du groupe Socialistes et apparentés (membre de l'intergroupe Nupes)

ARTICLE 9

Supprimer l'alinéa 11.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement du groupe Socialistes et apparentés vise à restreindre le périmètre de l'habilitation à légiférer par ordonnance s'agissant de l'allègement de la procédure d'injonction de mise en conformité dans le domaine numérique. En effet, si nous partageons la nécessité de disposer de procédures agiles en matière de lutte contre les contenus illicites en ligne, le Gouvernement ne donne aucun cadre ni objectif à cet allègement ni ne précise les garanties actuelles qui doivent être préservées.

Cet amendement invite le Gouvernement à préciser ses intentions et à mieux encadrer cette habilitation en vue de l'examen en Séance publique.